

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Du 15 au 19 avril 2024

Le chiffre de la semaine

LE CHIFFRE A RETENIR

-2,1%

Selon le [SMMT](#), c'est la réduction des émissions moyennes de CO2 des véhicules immatriculés au R-U en 2023 par rapport à l'année précédente. Cela s'explique notamment par le fait que les véhicules électriques représentaient 2,7% de l'ensemble du parc britannique en 2023, contre 1,9% en 2022.

Energie-climat

L'Écosse abandonne ses objectifs de baisse d'émission pour 2030 et 2045

La ministre écossaise chargée du climat, Mairi McAllan, a annoncé l'abandon des objectifs de réduire de 75 % les émissions de gaz à effet de serre l'Écosse d'ici 2030 et d'atteindre la neutralité carbone en 2045. Ces objectifs seront remplacés par un nouveau système de budget carbone couvrant des périodes de 5 ans, sans précision toutefois sur les plafonds d'émissions qui seront proposés. Alors que le Climate Change Committee jugeait que ces objectifs n'étaient plus crédibles dans son dernier rapport de progrès, la ministre écossaise a pointé la responsabilité des gouvernements précédents et la baisse des budgets alloués par Westminster pour les atteindre. Elle a par ailleurs présenté une douzaine de nouvelles mesures démontrant que l'ambition climatique du gouvernement écossais était intacte, dont le quadruplement du nombre de points de recharge de véhicules électriques, la possible création d'un titre de transport intégré, un projet pilote de réduction des émissions du

cheptel, une consultation à venir sur la création d'une taxe carbone sur les grandes propriétés rurales et des subventions sur les prix de l'énergie pour les entreprises.

Les tensions sur les chaînes d'approvisionnement menacent l'atteinte des objectifs de développement des énergies renouvelables

Selon un [rapport](#) commandé par le gouvernement britannique au cabinet de conseil Baringa, seule une coordination exemplaire entre le public et le privé permettront d'atteindre les objectifs fixés par la British Energy Security Strategy de 2022 (dont 50 GW d'éolien en mer, 70 GW de solaire). L'éolien en mer et les réseaux électriques sont les deux filières les plus critiques au regard des contraintes pesant sur les chaînes d'approvisionnement britanniques. Pour l'éolien terrestre et le solaire, ces tensions sont moindres par rapport à l'enjeu d'obtenir les autorisations administratives et un droit de raccordement au réseau électrique. Le rapport souligne par ailleurs que l'ensemble des filières fait face à une pénurie de main d'œuvre qualifiée dans un contexte de concurrence internationale accrue.

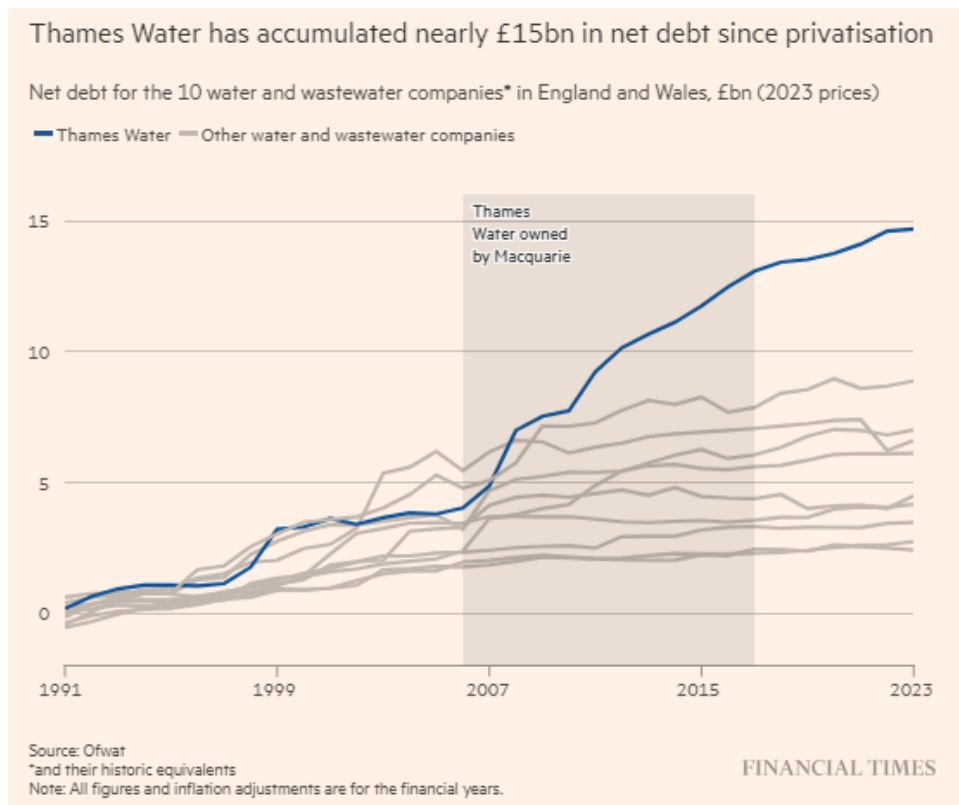
La publication de ce rapport intervient au lendemain de celle du plan de développement de la filière de l'éolien en mer ([Industrial Growth Plan](#)) préparé par RenewableUK, the Offshore Wind Industry Council, The Crown Estate and Crown Estate Scotland. Ce dernier recommande de cibler le développement d'activités de conception et de fabrication de pales, de mats, de fondations, de câbles et autres composants et services pour répondre aux enjeux des marchés national et internationaux. Les besoins d'investissement de la filière sont estimés à 3 Md£.

Environnement

Malgré la hausse de leur dette, les compagnies d'eau continuent de verser des dividendes

Selon les recherches du [FT](#), les 16 compagnies d'eau d'Angleterre et du Pays de Galles ont versé 2,5 Md£ de dividendes au cours des deux dernières années pendant que leur dette nette s'alourdissait de 8,2 Md£. Au total, elles ont versé 78 Md£ de dividendes entre 1991 et 2023, soit un peu plus de 40 % des 190 Md£ d'investissements réalisés sur la période. En parallèle, les compagnies ont accumulé 64 Md£ de dette nette sur la même période, alors qu'elles n'en comptaient aucune lors de leur privatisation en 1991. Le régulateur du secteur, l'Ofwat, souhaite que les compagnies réduisent leur gearing ratio de 68 % en moyenne à 55 % d'ici avril 2025. Selon les projections d'Ofwat, cet objectif implique que tous les bénéfices réalisés au cours des prochaines années soient mis en réserve dans le bilan des compagnies et que les actionnaires injectent 5 Md£ en fonds propres d'ici 2030 et 8 Md£ sur les 5 années suivantes. Selon Water UK, l'organisme représentatif du secteur, les actionnaires auraient déjà promis d'investir 6,5 Md£ en fonds propres d'ici 2030 ainsi qu'à augmenter leurs emprunts dans le cadre de leur plan

d'investissement de 96 Md£ d'ici 2030. En tout état de cause, le Chancelier Jeremy Hunt a exclu une intervention du gouvernement en dernier ressort pour sauver les investisseurs en difficulté en réponse à une question sur la compagnie Thames Water, même si le Treasury se préparait à toutes les issues envisageables.



Industrie

Un meilleur accès aux financements pourrait débloquer 10Md£ d'investissements dans l'industrie sur un an, selon Make UK

Selon une étude [publiée](#) par Make UK, réalisée conjointement avec NatWest et Lombard, un meilleur accès des entreprises du secteur industriel aux financements pourrait «faire augmenter de 20% le potentiel d'investissement du secteur»: plus d'un quart des entreprises (26 %) augmenteraient leurs propres investissements d'un cinquième si l'accès au financement était amélioré, tandis que plus d'une entreprise sur dix (12 %) augmenterait ses investissements de moitié.

L'un des principaux obstacles à l'accès aux financements demeure la méconnaissance des sources publiques de financement et des programmes gouvernementaux destinés à l'industrie tels que les programmes Horizon Europe et Help to Grow: plus de 50% des entreprises interrogées «n'avaient pas connaissance d'une grande partie des soutiens publics au financement» et 70% appelaient le gouvernement à «centraliser les sources de soutien» sur des portails d'information numériques.

Vinci Airports acquiert une part majoritaire dans l'aéroport d'Édimbourg

Vinci Concessions a annoncé l'acquisition par sa filiale Vinci Airports d'une part majoritaire de l'aéroport d'Édimbourg pour 1,3Md£. A l'issue de la transaction, qui doit avoir lieu à l'été 2024, Vinci Airports détiendra 50,01% des parts de la société-mère de l'aéroport d'Édimbourg. Les 49,99% restants resteront détenus par le fonds d'investissement américain Global Infrastructure Partners (qui codétient déjà l'aéroport de Gatwick aux côtés de Vinci). L'aéroport d'Édimbourg est le plus grand aéroport écossais et le sixième plus grand aéroport britannique, avec 14,4M de passagers en 2023. Vinci Airports détient désormais la majorité du capital des aéroports de Gatwick (depuis 2019), Belfast International (depuis 2018) et Édimbourg, qui ont accueilli un total de 61M de passagers en 2023, soit 22% du trafic passager des aéroports britanniques. L'acquisition de l'aéroport d'Édimbourg devrait générer environ 0,3Md€ de CA supplémentaire (sur la base du CA réalisé par l'aéroport en 2023).

Les émissions du transport aérien ont progressé de 23% en 2023, selon Transport & Environment

Les émissions des vols de/vers les aéroports britanniques ont augmenté de 23 % l'année dernière pour atteindre 32Mt, mettant en péril les objectifs du gouvernement visant à limiter la pollution aux niveaux de 2019. Les émissions ont augmenté pour toutes les catégories de vols (+16% pour les vols intérieurs, +13% pour les moyen-courriers et +28% pour les long-courriers).

Le nombre de vols au départ des aéroports britanniques a augmenté de 16 % l'an dernier, pour atteindre 88 % du nombre de vols (et 89% des émissions) de 2019. T&E souligne le rôle des compagnies aériennes à bas coût dans l'augmentation des émissions. Si British Airways reste le plus grand émetteur (7,52 Mt de CO₂), ses émissions sont encore inférieures aux niveaux de 2019. En revanche, Ryanair, easyJet et Jet2.com ont émis respectivement 13,5 %, 4,8 % et 26,3 % de plus qu'en 2019.

Cette tendance constitue un défi pour la stratégie *Jet Zero* du gouvernement, qui s'est engagé à ne plus jamais dépasser les niveaux d'émissions de 2019 dans le cadre des efforts visant à développer un transport aérien zéro émission nette d'ici 2050. Or selon T&E, « les données suggèrent que les émissions de l'aviation pourraient atteindre un niveau record en 2024 ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie), Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr